

DANS L'ACTUALITE du 21 au 24 mars 2014

Textes officiels

JORF n° 0068 du 21 mars 2014

ICPE : vers une simplification des procédures

[Ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement](#)

[Ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet](#)

[Décret n° 2014-358 du 20 mars 2014 relatif à l'expérimentation d'un certificat de projet](#)

Conseil constitutionnel

Validation de la loi ALUR par le Conseil constitutionnel

[Décision n° 2014-691 DC du 20 mars 2014 – Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Tropic bientôt ouvert aux tiers ?

[Le pourvoi introduit par le département de Tarn-et-Garonne sera peut-être l'occasion pour l'assemblée du contentieux du CE d'ouvrir le recours en contestation de la validité du contrat, dit recours Tropic, aux tiers autres que les concurrents évincés. C'est en tout cas le sens des conclusions du rapporteur public, Bertrand Dacosta.](#)

Source : achatpublic.info du 24/03/2014

« Directive et marchés publics de services juridiques... un véritable assouplissement enfin en vue ? »

[La nouvelle directive marchés publics, qui sera publiée au JOUE à la fin du mois, modifie les règles du jeu concernant la passation des marchés de service juridique. Une occasion – à ne pas gâcher – d’assouplir les procédures, pour Jean-Marc Peyrical, président de l’Association pour l’achat dans les services publics \(Apasp\). Il plaide pour une transposition a minima en droit français et un changement des habitudes des collectivités publiques.](#)

Source : le Moniteur du 21/03/2014

La Lettre de la DAJ n° 162 est parue

[Revisiter le droit de la commande publique au service de notre économie](#)

Source : DAJ du 20/03/2014

Urbanisme

Le Conseil constitutionnel valide la loi Duflot sur le logement

[Le Conseil constitutionnel a annoncé jeudi 20 mars avoir validé le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové \(Alur\) de Cécile Duflot avec ses mesures phares, l'encadrement des loyers ou la garantie universelle des loyers.](#)

Source : la gazette des communes du 21/03/2014

Le Conseil constitutionnel valide - presque toute - la loi Alur

[Il y a 18 mois, Cécile Duflot avait connu la désagréable mésaventure de voir sa loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social intégralement censurée par le Conseil constitutionnel, pour avoir méconnu les droits du Parlement lors de l'examen du texte \(voir notre article ci-contre du 25 octobre 2012\).](#)

Source : localtis.info du 21/03/2014

«Objectifs 500 000» : un nouveau label qui inquiète les professionnels

Dans un communiqué commun, cinq organisations professionnelles (Capeb, FFB, UMF, USH et FPI) accueillent plutôt favorablement les premières mesures annoncées par Cécile Duflot, ministre du Logement, après la concertation «Objectifs 500 000». Seule la question d'un nouveau label environnemental a vraiment du mal à passer.

Source : le Moniteur du 21/03/2014

Loi Alur : le Conseil constitutionnel fait des retouches à la marge

Saisi par l'opposition parlementaire en février, le Conseil constitutionnel a rendu sa décision sur la loi Alur (pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) le 20 mars. Le texte en ressort sans trop d'encombres. Seules quelques dispositions ponctuelles sont censurées.

Source : le Moniteur du 20/03/2014

Environnement / Energie

Environnement : deux ordonnances pour simplifier la vie des porteurs de projet

Deux ordonnances du 20 mars permettent de fusionner plusieurs procédures dans le champ de l'environnement. Dès le 1er avril, le certificat de projet entrera en expérimentation dans quatre régions. Parallèlement, l'autorisation unique se met en marche pour les installations classées.

Source : le Moniteur du 21/03/2014

Expérimentations de l'autorisation unique et du certificat de projet : les ordonnances publiées au JO

L'ordonnance permettant l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été publiée au Journal officiel du vendredi 21 mars 2014, de même que le rapport au président de la République. Celle sur le certificat de projet a également été publiée, avec le rapport au président de la République et son décret d'application.

Source : localtis.info du 21/03/2014

Premiers éléments de la loi de transition énergétique : pourquoi les collectivités applaudissent

[Le Conseil national de la transition énergétique examinait jeudi 20 mars les sept notes ministérielles qui devraient servir de base à la future proposition de loi sur la transition énergétique. Au vu de ces premières pistes, les collectivités se montrent optimistes.](#)

Source : la gazette des communes du 21/03/2014

Transport

Lyon-Turin ferroviaire: la chasse aux subventions européennes est ouverte !

[Les candidats aux subventions européennes pour le financement des principales infrastructures de transports européennes ont jusqu'à février 2015 pour remettre leur dossier. La concurrence s'annonce rude. Commission européenne et Banque européenne d'investissement ont livré quelques conseils aux promoteurs du Lyon-Turin, les enjoignant à développer l'ingénierie financière la plus fine possible.](#)

Source : le Moniteur du 21/03/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 11 – 2014 du 24 mars 2014 p.613, *Les métropoles à statut particulier : le Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille-Provence*, par Laetitia Janicot

AJDA n° 11 – 2014 du 24 mars 2014 p.634, *Des bienfaits de la jurisprudence Danthony appliquée au contentieux des règlements locaux de publicité*, par Philippe Zavoli

La gazette des communes n° 12/2214 du 24 mars 2014 p.42, *Application d'un nouveau CCAG travaux au 1^{er} avril*, par Jérôme Michon

Presse

En dix ans, le « drive » a révolutionné la distribution française

Ce format approche les 3.000 unités et pèsera bientôt plus lourd dans l'alimentaire que les magasins de proximité. Mais le concept de commande sur Internet et de retrait en magasin ou entrepôt doit améliorer sa qualité de service.

Source : les Echos du 24/03/2014

Le « drive », nouveau terrain de bataille des distributeurs

Les « drive », ces points de livraison adossés aux magasins pour les commandes de produits alimentaires effectuées sur Internet, se développent rapidement dans l'Hexagone. Auchan a été le leader sur ce créneau. Carrefour est parti en retard, mais compte bien se rattraper. Quant à Leclerc, il a mis le « drive » au cœur de sa stratégie et est devenu leader sur ce marché. Explications.

Source : les Echos du 24/03/2014

Le « drive », un concept lancé dans le Nord en 2004

Créé en 2004 par Ludovic Duprez et Martin Toulemonde, Chronodrive a été conçu au début des années 2000 en pleine bulle Internet.

Source : les Echos du 24/03/2014

Unibail-Rodamco lance une nouvelle tour à la Défense

Malgré l'envolée de la vacance à la Défense, Unibail lance la construction de Trinity. La foncière livrera en août Majunga, la première tour basse consommation.

Source : les Echos du 21/03/2014